



RESSOURCE AQUATIQUE - STOP A LA GABEGIE !



Les études officielles soulignent que la disponibilité et la qualité de la ressource aquatique se dégradent depuis de nombreuses années... Nous, consommateurs, qui avons été trop largement mis à contribution, refusons la fuite en avant alors que des solutions simples, concrètes et efficaces existent et coûteraient en moyenne 3 fois moins cher que les traitements actuels de dépollution.

Les constats : une eau raréfiée et polluée !

- 84 départements ont connu des restrictions d'eau cet été, dont 37 en situation de « crise », échelon le plus élevé.
- 1,9 million de consommateurs ont été exposés à une eau polluée par les pesticides agricoles entre 2014 et 2016. L'accès à une eau de qualité pour la majorité des Français se fait au prix de coûteuses dépollutions.

Une responsable : l'agriculture intensive

- L'agriculture intensive accapare 80 % de la consommation nette estivale de l'eau, et la moitié de la consommation nette annuelle.
- L'agriculture intensive est la principale responsable des pollutions de la ressource aquatique, à hauteur de 70 % pour les pesticides et de 75 % pour les nitrates.

Une complice : la politique de l'eau archaïque et injuste !

- Les aides publiques encouragent essentiellement l'agriculture intensive et insuffisamment les modèles agricoles moins consommateurs de pesticides, d'engrais et d'eau.
- Les agences de l'eau consacrent à peine 30 % de leur budget à la prévention, qui est pourtant leur mission principale.
- Les consommateurs paient, via leurs factures d'eau, l'essentiel des taxes « consommation » et « pollution » en lieu et place des principaux préleveurs et pollueurs !

- Dans le cadre des États Généraux de l'Alimentation, dont l'objectif affiché est de promouvoir une alimentation saine et durable, nous réclamons une réforme urgente de la politique de l'eau avec une application stricte du principe de justice « préleveur-pollueur-payeur », la mise en place de vraies mesures de prévention et une aide à la reconversion des pratiques agricoles vers des cultures moins consommatrices d'eau et de pesticides.
- Pour une ressource aquatique préservée, une eau de meilleure qualité et moins chère, une agriculture durable valorisée : nous ne voulons pas juste une politique de l'eau, mais une politique juste de l'eau.